

Révolution en Tunisie

Le courant Front Unique informe les syndiqués, les enseignants et personnels de la Fonction Publique:

Alors que le soutien du gouvernement Sarkozy-Fillon à la dictature tunisienne s'étale au grand jour, la direction de la FSU refuse toute initiative de soutien pratique à la révolution tunisienne

Ce mercredi 19 janvier, une dépêche de la radio Europe 1 titrée « *La France aurait voulu aider Ben Ali* » révélait qu'un avion à destination de Tunis, chargé de matériel anti-émeute, était bloqué à Roissy depuis vendredi 14 janvier... date de la fuite du dictateur Ben Ali, chassé par les travailleurs et la jeunesse de Tunisie. La dépêche le précise: ce type de commande, adressée à une société française, « *se fait avec l'aval du gouvernement* ».

Une semaine après les déclarations d'Alliot-Marie révélant qu'elle aurait proposé l'envoi de forces de police françaises pour soutenir Ben Ali, cette nouvelle confirme le soutien total du gouvernement à la dictature tunisienne que les travailleurs et la jeunesse de Tunisie cherchent à renverser.

Mardi 18 janvier, à l'annonce de la constitution d'un « gouvernement d'union nationale » vertébré par le RCD, parti de la dictature de Ben Ali, les travailleurs et la jeunesse de Tunisie ont manifesté à nouveau en masse au cri de « RCD dégage ». Ils se sont heurtés à la police tunisienne qui les a chargés à l'aide de grenades lacrymogènes et de lances d'incendie.

Si les travailleurs et la jeunesse de Tunisie ont chassé Ben Ali, l'appareil d'Etat de la dictature restent en place. L'état d'urgence décrété par Ben Ali avant sa fuite reste en vigueur dans le pays. Les libertés démocratiques ne sont toujours pas respectées en Tunisie, la répression peut s'abattre à nouveau sur les manifestations à tout moment.

La révolution tunisienne n'est pas finie. L'ensemble des forces liées à la dictature – à l'intérieur comme à l'extérieur du pays – veulent lui faire rendre gorge. Le gouvernement Sarkozy-Fillon a montré qu'il pouvait jouer dans ce sens un rôle de premier ordre. La responsabilité du mouvement ouvrier en France est d'organiser sans délais la solidarité des travailleurs de France avec les travailleurs et la jeunesse de Tunisie.

A plusieurs reprises, les militants du courant Front Unique sont intervenus dans les instances de la FSU pour que la fédération appelle à des manifestations unitaires dans ce sens. Il informe les syndiqués et les personnels:

- mardi 11 janvier, alors que la police de Ben Ali tirait sur les manifestants, la direction nationale du SNASUB-FSU a refusé de se prononcer « *en soutien au peuple tunisien et pour que cesse la répression, pour un appel des organisations syndicales et ouvrières à une manifestation devant l'ambassade de Tunisie dans les meilleurs délais* » (1 voix pour, 12 contre, 8 refus de vote).

- ce mercredi 19 janvier, le Conseil National de la FSU a refusé d'appeler à des manifestations unitaires devant l'ambassade de Tunisie, les consulats et les préfectures pour « *la levée immédiate de l'Etat d'urgence* » et « *l'octroi immédiat de toutes les libertés démocratiques pour les travailleurs et la jeunesse de Tunisie* » (13 pour, 68 contre, 10 abstentions, 33 refus de vote).

A ce jour, la direction de la FSU et celles de ses syndicats ne prévoient aucune manifestation, aucune initiative concrète pour soutenir la révolution tunisienne et dénoncer la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Le courant Front Unique invite les syndiqués, les enseignants et les personnels à s'adresser à leurs syndicats dans le sens de telles initiatives. Il continuera d'intervenir dans la FSU pour l'organisation du soutien concret à la révolution tunisienne.